

Une machine à fabriquer et à influencer les élites ?

L'Opus Dei aurait développé une stratégie – réussie – d'influence et de captation des élites. Entre rumeurs, soupçons et goût du secret, que penser d'une accusation qui vire de plus en plus à la « légende noire » ?

Un article paru dans *Le Monde Diplomatique* en septembre 1995 et signé par François Normand traduit bien les interrogations et les doutes que suscitent l'Opus Dei, son caractère secret et la réalité de son emprise sur les élites ecclésiales, politiques, économiques et sociales. On peut même dire qu'il s'agit là des thèmes les plus traditionnels d'une « légende noire ».

Quelques mois après la formation du gouvernement Juppé (mai 1995), le journaliste recensait les membres « probables » de l'Opus parmi les nouveaux ministres. Et l'auteur de citer les noms de Colette Codaccioni, ministre de la Solidarité entre les générations; Elisabeth Dufourcq, secrétaire d'Etat à la Recherche; Anne-Marie Idrac, secrétaire d'Etat aux Transports; Françoise de Veyrinas, secrétaire d'Etat aux Quartiers en difficulté; Hervé Gaymard, secrétaire d'Etat aux Finances. On s'étonnera des arguments présentés par l'auteur: qui est fille d'un militant catholique toulousain, qui d'un fondateur du MRP, qui est auteur d'une thèse d'Etat sur les congrégations religieuses féminines, qui est gendre du professeur Lejeune, connu pour ses positions contre l'avortement. C'est justement ce mélange entre rumeurs, soupçons et pur

relent d'anti-christianisme qui mérite d'être souligné. On y voit les mécanismes d'une authentique « légende noire ».

Mais la liste des noms ne s'arrête pas là. Du côté français, sont présentés comme sympathisants: Raymond Barre, Christine Boutin, Michel Poniatowski, Claude Bébéar, le patron du groupe des assurances AXA, Michel Albert, alors patron des assurances AGF, Didier Pineau-Valencienne, ex-PDG du groupe Schneider et Louis Schweitzer, patron de Renault et ancien directeur de cabinet de Laurent Fabius à l'Hôtel Matignon.

Otto de Habsbourg

Le « réseau » Opus n'est naturellement pas français. Ainsi « plusieurs familles royales d'Europe auraient montré de la sympathie pour l'Opus: Otto de Habsbourg en fit la propagande, alors que l'archiduc Lorenz d'Autriche en serait membre. Le roi Juan Carlos de Bourbon fut élevé par des prêtres de l'œuvre tandis que le secrétaire de sa femme Sofia appartenait au mouvement. Le président du Comité international olympique et ancien ministre de Franco, M. Juan Antonio Samaranch, en fait également partie », écrit le journaliste.

Sa puissance dans l'Eglise est

immense: le cardinal Wojtyla (Jean-Paul II) était ainsi le candidat de l'Opus Dei. Et la présence parmi ses proches collaborateurs de numéraires (membres engagés) de l'Opus, notamment son porte-parole Joaquin Navarro Valls, dit tout le poids acquis par l'œuvre fondée par Escrava de Balaguer.

Le cas de l'Espagne attire l'attention plus que les autres. Le développement initial de l'Opus Dei dans ce pays en explique son assise. Et c'est en Espagne que l'on voit en premier les effets de ce nouveau mouvement religieux. L'accent mis par Josémaría Escrava de Balaguer sur l'indispensable formation intellectuelle et professionnelle parallèle à la vie de foi explique le phénomène de « captation des élites ». C'est d'ailleurs comme enseignant que Balaguer attira à lui des jeunes et l'académie privée qu'il créa (Droit et Architecture) cherchait à former des « professionnels chrétiens ». L'inscription dans un cadre urbain a favorisé une problématique du travail plus intellectuelle que manuelle. Dès les années 1950, la présence de membres de l'Opus parmi les élites financières, économiques, administratives et intellectuelles était sensible.

Dans le régime franquiste, favorable au catholicisme, l'arrivée au gouvernement de ministres de l'Opus a constitué une date capitale. Pour l'historien Santos Juliá, auteur d'une récente synthèse d'histoire politique (*Un siglo de España. Política y sociedad*, Madrid, 1999), ce n'est pas le mili-

tantisme catholique qui caractérise ces nouveaux ministres – les membres des gouvernements de Franco l'ont tous été –, mais leur mode de vie en tant que numéraires de l'Opus. Il insiste sur leurs formations similaires, sur le fait qu'ils ont vécu dans des résidences de l'Opus et partagé, dans l'esprit de l'œuvre, une même discipline. Ces hommes s'appelaient Alberto Ullastres, Mariano Navarro Rubio (respectivement ministres du Commerce et des Finances dès 1957), Laureano López Rodo (ministre du Plan), Gregorio López Bravo (ministre de l'Industrie, puis des Affaires étrangères), José María Albareda (Education), Jesús Romeo (Travail).

Choisir Juan Carlos

A ces figures visibles s'ajoutent toute une pléiade de collaborateurs dans les administrations. Dans l'histoire politique de l'Espagne, on attribue à ces hommes la modernisation économique du pays. Le plan de stabilisation et libéralisation de 1959 leur est dû. Et tous les économistes d'admettre que de là date le décollage de la péninsule. C'est encore à eux que l'on prête la pression exercée sur Franco pour choisir Juan Carlos comme successeur.

Rassemblé sous l'autorité de José María Aznar, le Parti populaire embrasse toutes les sensibilités de la droite espagnole et notamment des catholiques militants et pratiquants. Sa victoire électorale en mars 1996 a mis fin à quatorze ans de gouvernement socialiste. Présenté comme proche de l'Opus Dei – on murmure que sa femme en est membre – Aznar aurait ainsi redonné force et vigueur aux élites de l'Opus. Des noms sont avancés: Loyola de Palacio, ministre de

l'Agriculture puis vice-présidente de la Commission européenne, sa sœur Ana, ministre des Affaires étrangères, Isabel Tocino, ministre de l'Environnement, Federico Trillo, ministre de la Défense. Le Procureur général de l'Etat, Jesús Cardenal, dont les positions autoritaires et arbitraires font les choux gras de l'opposition, le

création élémentaire est requise. On y voit là le goût du secret qui permet aux détracteurs de dénoncer le caractère « sectaire » de l'Opus Dei. Ensuite, parce qu'au-delà de l'énumération, que tire-t-on comme information? Est-il utile de savoir que le ministre de la Défense espagnol est membre de l'Opus Dei? Ne convient-il pas



Rue de Madrid, un jour de marché. Les historiens espagnols attribuent la modernisation économique de l'Espagne à des ministres membres de l'Opus Dei.
© Rue des Archives

directeur général de la Police, plusieurs PDG de banques, des généraux, des directeurs généraux d'administration centrale: bref, l'élite espagnole serait colonisée par l'Opus Dei.

Le lecteur se sera rendu compte de la prudence avec laquelle il convient d'analyser ces données. En premier lieu, parce qu'elles ne sont pas certaines. La rumeur, plus que la transparence, en sont à l'origine. Il est vrai que les membres de l'Opus Dei n'ont pas obligation à rendre publique leur appartenance et que même, au sein de l'institution, une dis-

plutôt d'analyser sa capacité à défendre le – maigre – budget de son ministère (autour de 1% du PIB)? La politique de libéralisation de l'énergie en Europe, menée par Loyola de Palacio au nom de la Commission, a-t-elle un lien avec ses croyances personnelles? Autrement dit, défend-elle cette politique parce qu'elle est catholique pratiquante ou parce qu'elle est libérale sur le plan économique? Une Margaret Thatcher, protestante méthodiste, n'a-t-elle pas donné le modèle de cette politique, et elle n'est pas membre de l'Opus Dei!

Si l'analyse politique, autant au sein des États et des gouvernements que de l'Église, doit tenir compte des rapports de forces et des sous-appartenances idéologiques, spirituelles et amicales des individus qui composent le pouvoir, doit-on pour autant la réduire à n'être que cela ?

Toujours selon le *Monde Diplomatique* : « L'Opus Dei, qui jouit de l'appui inconditionnel de l'évêque de Rome, [qui] s'infiltré dans tous les échelons de la hiérarchie catholique est-il l'arme secrète du pape dans la *reconquista* catholique ou Jean Paul II est-il le prisonnier inconscient de cette « mafia blanche » dans sa propre conquête du pouvoir ? » Et l'auteur de citer le nombre croissant d'évêques issus de l'Opus, notamment en Amérique Latine.

Pas une de nos fins !

On retombe ici sur la question des élites et de l'œuvre. Aux accusations d'élitisme portées contre l'Opus, Josémaría Escrivá de Balaguer a répondu par une exhortation aux numéraires rapportée dans plusieurs de ses biographies : « Notre fin est de nous sanctifier pour sanctifier. Occuper des postes élevés, de quelque nature qu'ils soient, n'est pas une de nos fins ! Si vous êtes de bons chrétiens, si vous accomplissez vos devoirs envers votre patrie, si vous étudiez et si vous travaillez avec ordre et persévérance, si vous exercez comme il se doit vos devoirs et vos droits de citoyens, il est normal que quelques-uns d'entre vous occupent un jour de tels postes. Mais ce sera leur affaire, non celle de l'Œuvre. »

Mais il est vrai aussi qu'il voyait les membres de l'Opus Dei comme une élite chrétienne et que le

terme revient souvent dans ses prédictions.

L'historien soulignera, quant à lui, la différence d'approche pastorale entre l'Opus Dei et les mouvements d'Action catholique. Car, ces derniers ont aussi favorisé la formation de militants chrétiens qui, dans les syndicats, dans le monde économique et dans le monde intellectuel, ont acquis des positions de prestige et de puissance. Mais qui aurait l'idée d'accuser la Jeunesse ouvrière chrétienne (JOC), la Jeunesse étudiante chrétienne (JEC) ou la Jeunesse agricole chrétienne (JAC) (pourtant pourvoyeuse de ministres de l'Agriculture en France) d'avoir voulu conquérir le pouvoir ?

Les conditions de naissance de l'Opus Dei, le talent de Josémaría Escrivá de Balaguer qui, certes, a voulu s'adresser à n'importe quel chrétien mais qui connaissait mieux la réalité du monde étudiant et qualifié que celle du monde rural ou ouvrier, l'histoire même des premiers développements de l'Opus contribuent à donner au mouvement une identité certaine. Mais cette identité est masquée, déformée dans un sens favorable ou hostile, par l'évident goût du secret qui entoure l'Opus. Si l'on connaît son encadrement ecclésiastique, seuls des chiffres approximatifs rendent compte de sa réalité quantitative. Quant au vécu quotidien des numéraires de l'Opus Dei, il ne fait l'objet d'aucune publicité. Situation à double tranchant qui favorise tous les fantasmes comme toutes les désinformations. Décidément, l'Opus restera quelque temps encore entouré de polémiques ! ●

BENOÎT PELLISTRANDI

➤ suite de la page 13

percevoir l'explication humaine du succès. L'inspiration profonde de Balaguer – la sanctification par et dans le travail – a répondu très exactement aux besoins spirituels d'une nouvelle classe d'hommes et de femmes, ceux qui, par leurs études, étaient appelés à vivre dans un monde de plus en plus spécialisé et technique. Par ailleurs, le mode de vie proposé combine la dimension communautaire avec la liberté professionnelle. L'engagement au sein de l'Opus suppose un adhésion profonde et sincère aux statuts de l'Institut séculier, mais il offre une option pour une vie chrétienne hors des cadres du retrait monacal.

Pas exclusif de l'Opus

Sans doute, cette double dimension communautaire et individuelle a-t-elle offert à un moment propice dans l'histoire des sociétés européennes le cadre pour un renouvellement de l'engagement chrétien dans le monde. Notons que ce renouvellement n'est pas exclusif de l'Opus et qu'au contraire l'Opus Dei doit être replacé dans l'ensemble du courant qui a, entre les années 1930 et 1960, entraîné l'Église catholique dans une réinterprétation sans précédent de sa présence au monde. Aussi convient-il de ne pas surestimer l'Opus Dei et ne pas perdre de vue qu'une histoire du christianisme est toujours une histoire plus large que celle de ses composantes et de ses individus.

Les polémiques qui entourent la figure du fondateur de l'Opus Dei méritent d'être contournées par l'approche historique. Naturellement, les zélateurs du « Père » défendront son